
Une nouvelle image de la Suisse ? Les résultats d'une enquête sur le jugement des suisse à l'égard de la Coopération au développement

*Ein neues Image der Schweiz ? Ergebnisse einer Umfrage über das Urteil der
Schweizer bezüglich der Entwicklungszusammenarbeit*

Gilbert Rist



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1167>

DOI : [10.4000/aspd.1167](https://doi.org/10.4000/aspd.1167)

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1984

Pagination : 155-158

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Gilbert Rist, « Une nouvelle image de la Suisse ?

Les résultats d'une enquête sur le jugement des suisses à l'égard de la Coopération au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 4 | 1984, mis en ligne le 02 février 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1167> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1167>

UNE NOUVELLE IMAGE DE LA SUISSE ?
Les résultats d'une enquête sur le jugement des Suisses
à l'égard de la coopération au développement

Gilbert Rist

Zusammenfassung : Ein neues Image der Schweiz ? Ergebnisse einer Umfrage über das Urteil der Schweizer bezüglich der Entwicklungszusammenarbeit

Eine von Isopublic vor kurzem durchgeführte Untersuchung gibt Auskunft über die Art und Weise, wie die Schweizer die Entwicklungshilfe rechtfertigen und wie sich diese ihrer Meinung nach entwickeln soll. Diese Studie lässt die Originalität der Haltung der Tessiner hervortreten, welche über die Probleme der Dritten Welt am besten informiert und gleichzeitig am meisten engagiert sind. Im Gegensatz dazu machen sich die Westschweizer am wenigsten Illusionen über die Möglichkeiten wirksamer Eingriffe. Im grossen und ganzen stehen die Schweizer den Aktionen internationaler Solidarität sehr aufgeschlossen gegenüber, doch stellen sie sich diese Solidarität eher karitativ als strukturell vor.

Depuis bientôt quinze ans, on ne pouvait parler de l'attitude des Suisses face au Tiers Monde sans se référer au travail minutieux de Gerhard Schmidchen (1). On devra désormais tenir compte d'une nouvelle étude qui résulte d'un sondage d'opinion effectué par l'Institut Isopublic pour le compte de la DDA et des principales organisations privées de coopération au développement, en mars 1984 (2).

L'intérêt de ce travail est considérable, pour deux raisons au moins. La première, qui semble de pure forme, tient au fait qu'il a été conduit dans trois régions linguistiques de la Suisse et que, contrairement à l'enquête de Schmidchen, il inclut donc les Tessinois. La seconde a trait au contenu puisqu'il donne de la Suisse une image qui, à bien des égards, détruit les stéréotypes que nous pouvons en avoir.

Quant au premier point, on fera sans doute remarquer que l'inclusion ou la non-inclusion des Tessinois, qui ne constituent que 4 % de la population, dans les statistiques nationales ne peut modifier celles-ci de façon significative. Cela est vrai, mais l'intérêt de la démarche tient aux nuances qualitatives qu'elle fait apparaître. Sur de nombreux sujets, l'originalité de la perspective tessinoise éclate. Ainsi, par exemple, si environ 40 % des Romands et des Alémaniques estiment que le Tiers Monde est caractérisé par les dictatures militaires, ce pourcentage grimpe à 65 % chez les Tessinois et, tandis que 38 % des Suisses pensent que le Tiers Monde est exploité par les pays industrialisés, 60 % des Tessinois en sont convaincus. Autre exemple : les Tessinois

apparaissent beaucoup plus sensibles que la moyenne de leurs compatriotes aux risques que la faim, l'armement atomique et l'exploitation de la nature font courir à la paix internationale. En outre, c'est parmi eux que l'on trouve la plus grande proportion de gens qui savent que l'aide au développement de la Suisse est relativement moins importante que celles des autres pays de l'OCDE (sur l'ensemble de l'échantillon, 35 % des personnes interrogées pensent que la Suisse donne autant que les autres pays et il s'en trouve 21 % pour penser qu'elle donne plus!).

La spécificité de l'opinion publique tessinoise tient donc non seulement à l'intérêt général qu'elle porte au Tiers Monde mais encore à la (relative) exactitude des connaissances qu'elle a des pays en "développement" et de nos relations avec eux. Il serait bien hasardeux, dans le cadre de cette brève présentation, de formuler des hypothèses précises sur les raisons de cet état de fait; on se bornera à mentionner simplement que les Tessinois eux-mêmes prétendent obtenir l'essentiel de leur information à travers la radio et la TV (68 % pour la moyenne nationale et 86 % pour le Tessin) et de la presse (63 % pour l'ensemble de la Suisse et 77 % pour les Tessinois). Faut-il en conclure à une "ouverture" particulière des médias tessinois? Ou à l'existence de liens particulièrement étroits avec le reste du monde qui remonteraient à l'émigration du siècle dernier? On se bornera ici à poser les questions.

Pour ce qui concerne les stéréotypes des Suisses, on imagine volontiers les Alémaniques volontaristes et entreprenants alors que les "Latins" seraient plutôt nourris d'idéologie mais peu orientés vers la pratique. Or, l'enquête renverse la perspective. A la question de savoir si les personnes interrogées ont le sentiment de pouvoir, ou non, faire quelque chose pour combattre la guerre, le chômage et le sous-développement, 63 % des Tessinois estiment pouvoir exercer une influence significative, voire directe (contre 56 % des Alémaniques) alors que 57 % des Romands se considèrent "totalement impuissants". Pourquoi ce fatalisme romand qui contraste tant avec l'optimisme tessinois? De quel côté se situe le "réalisme"? Il est d'ailleurs tout aussi étonnant de constater qu'à la question de savoir ce qu'il est possible de faire, concrètement, 49 % des Tessinois suggèrent de modifier notre propre style de vie (40 % des Alémaniques et 18 % des Romands) tandis que 27 % des Romands, désabusés, estiment qu'on ne peut rien faire du tout (contre 15 % des Alémaniques et 12 % des Tessinois).

A la question de savoir quels sont les effets du commerce et des investissements privés suisses dans le Tiers Monde, on pouvait attendre une position "conservatrice" des Alémaniques, plus directement influencés par la présence, chez eux, des grands groupes industriels. Or, ce sont les Romands qui insistent surtout sur l'effet créateur d'emplois en Suisse de nos exportations, ce sont eux encore qui sont les plus nombreux à croire que le commerce et les investissements favorisent l'autonomie des pays du Tiers Monde, en renforçant leurs capacités productives. De plus, sur ces sujets, c'est l'opinion des Alémaniques (plus encore que celle des Tessinois) qui s'écarte le plus de celle des Romands.

Cela dit, ce sondage fait aussi ressortir des constantes. Même si la comparaison avec le travail de Schmidtchen s'avère difficile — parce que les questions ne sont pas tout à fait les mêmes ou parce que les échelles d'appréciation sont construites autrement — on relèvera quand même que, en quinze ans, les justifications de l'aide n'ont guère varié; dans les deux sondages, l'ordre des réponses est le même : c'est la solidarité qui l'emporte, ensuite une exigence de la foi chrétienne, troisièmement une manière de renforcer la paix et enfin un moyen de développer notre propre économie (sur ce dernier point, 24 % des Suisses approuvent... mais les Romands sont 44 % à partager cette opinion !). Quand à l'audience des organisations privées de coopération, elle est aussi relativement stable. Dans toutes les régions linguistiques, c'est la Croix-Rouge que l'on nomme en premier (sans qu'il soit possible de distinguer entre la Croix-Rouge suisse et le CICR), ce qui confirme la perspective caritative de l'aide; Caritas fait un bon score dans les trois régions, mais domine au Tessin, Terre des Hommes l'emporte en Romandie et Pain pour le Prochain est surtout connu en Suisse alémanique. A ce propos enfin, notons que 64 % des Suisses sont incapables de nommer correctement le Service de la Confédération chargé de la coopération au développement et que seulement 15 % savent que les prestations fédérales dans ce domaine sont plus importantes que celles des organisations privées... Décidément, le Service d'information de la DDA a encore de beaux jours devant lui !

Ces quelques remarques ne rendent évidemment pas compte de toutes les questions que soulève ce sondage. Ainsi, par exemple, il est intéressant de noter qu'environ 60 % des Suisses estiment qu'une partie au moins de l'aide au développement devrait être distribuée en Suisse (14 % des Romands estiment même qu'elle devrait être entièrement affectée aux pauvres de chez nous). De plus, près de 30 % de la population (37 % des Romands) pense que la meilleure manière d'aider le Tiers Monde serait encore de le laisser tranquille. A partir de là, les interprétations peuvent diverger : Repli frileux sur soi ? Prise de conscience du maldéveloppement ? Refus de liens trop étroits générateurs de dépendance ? Il est probable que l'on retrouve dans les mêmes réponses les raisons les plus contradictoires. On touche ici à la limite de ce genre d'enquêtes dont les chiffres apparemment les plus révélateurs sont aussi les plus difficiles à interpréter. A quoi s'ajoute le fait que les résultats d'un sondage "à froid" sont souvent sans rapport avec ceux d'une votation fédérale : en théorie, 75 % des Suisses se déclarent partisans de la solidarité internationale et 60 % d'entre eux voudraient que l'on aide les défavorisés de chez nous. Or, il n'y a pas si longtemps, l'initiative "être solidaires" n'a pas franchi la barre des 20 %. Il est vrai que ces questions ne sont pas tout à fait superposables et que les votants ne constituent pas nécessairement un échantillon représentatif de la population. Il n'empêche; les bonnes intentions exprimées individuellement ne suffisent pas à garantir des décisions politiques plus généreuses.

Notes

1. Gerhard Schmidtchen, *Schweizer une Entwicklungshilfe*, Inneansichten der Aussenpolitik, Pault Haupt, Berne et Stuttgart, 1971, 2 vol.
2. *Entwicklungspolitik*, März 1984, Isopublic AG, Zürich, 26. April 1984, 114 S.
Notons que la représentativité de l'échantillon tient compte non seulement des régions linguistiques mais aussi du lieu de résidence (grandes villes, petites villes, campagne), du sexe et de l'âge. Quant à l'appartenance sociale, les auteurs ont interrogé 7 % de gens "bien situés", 38 % de la classe moyenne supérieure, 48 % de la classe moyenne inférieure et 7 % de gens "peu favorisés" (wenig Bemittelte). Il est vrai que cette catégorisation ne se retrouve pas dans les statistiques officielles.